



Cofinancé par
l'Union Européenne

France – Italie ALCOTRA



LE DÉPARTEMENT

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE













**MAITRISE D'OEUVRE POUR LA REQUALIFICATION
ARCHITECTURALE DES ABORDS DE LA CHAMBRE DES
COMPTES : LA COURETTE DU GOUVERNEUR,
LA SALLE DU TRESOR, LE VESTIBULE
POUR UN MEILLEUR ACCUEIL DU PUBLIC**

Date et heure limites de réception des offres

Mardi 28 mai 2024 à 12 Heures

Département de la Savoie
Direction des bâtiments et des moyens généraux
Service achats
Hôtel du Département
CS 31802
73018 CHAMBERY

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	MAITRISE D'OEUVRE POUR LA REQUALIFICATION ARCHITECTURALE DES ABORDS DE LA CHAMBRE DES COMPTES : LA COURETTE DU GOUVERNEUR, LA SALLE DU TRESOR, et LE VESTIBULE POUR UN MEILLEUR ACCUEIL DU PUBLIC
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	0
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	36 mois
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5- Nomenclature	5
1.6- Missions confiées au maître d'œuvre.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai d'exécution	6
2.2- Délai de validité des offres.....	6
2.3 - Forme juridique du groupement.....	6
2.4 - Variantes	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC).....	6
3.3 - Contrôle technique.....	7
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat et délais d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.3 - Conditions particulières d'exécution.....	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visite sur site.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	13
9 - Prime	13
10 - Renseignements complémentaires	14
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
10.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la maîtrise d'œuvre pour la requalification architecturale des abords de la chambre des comptes : la courette du gouverneur, la salle du trésor, le vestibule, pour un meilleur accueil du public.

L'opération décompose en 4 grands axes :

La prise en compte du traitement éventuel de l'amiante, du plomb et de l'ensemble des aspects réglementaires liés au bâti sont intégrés dans la mission.

1/ Requalification architecturale de la courette du Gouverneur intégrant également :

- Le suivi archéologique DRAC de la courette et des façades,
- L'identification, la reprise et mise en conformité éventuelle des réseaux EU, EP
- La purge et reprise du local technique électrique qui dessert entre-autre le PC sécurité de la préfecture. Interfaces à prévoir avec la préfecture.

2/ Requalification architecturale de la salle du Trésor

3/ L'amélioration de l'accueil du public :

- Le projet devra intégrer au maximum la mise en accessibilité des espaces
- Création d'un WC PMR + WC à proximité immédiate de la courette dans le bâtiment contigu à la chambre des Comptes
- Création d'un WC non PMR au niveau de la porterie : échéance printemps 2025.

4/ La réfection des locaux de vie des agents affectés à la Chambre des Comptes (espace attenant à la salle) :

- Cet aménagement, dans le volume existant, permettra de disposer d'un bureau avec petite table de réunions, d'une salle de pause intégrant un vestiaire pour 3 agents, d'un coin tisanerie : évier, prises pour branchement frigo, micro-ondes, cafetière, bouilloire...et d'un WC minimum, deux si possible.
- Il faudra également prévoir l'alimentation électrique de la future banque d'accueil de la salle d'exposition de la Chambre des Comptes. Scénographie et mobilier hors programme.

L'opération porte sur la réalisation des études relatives au projet et le suivi des travaux.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (coût prévisionnel) par le maître d'ouvrage est fixée à 465 000,00 € HT.

Le présent marché est financé par le programme Interreg ALCOTRA 2021-2027 dans le cadre du projet transfrontalier « SavoiaExperience » (20119).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés cette mission de maîtrise d'œuvre ne pouvant être scindée et devant être réalisée par un seul et même prestataire (ou groupement).

1.5- Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71200000-0	Services d'architecture

1.6- Missions confiées au maître d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

La mission confiée est une mission de base en réhabilitation détaillée dans le Livre IV du Code de la Commande Publique avec les études d'exécution.

La mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre est une mission de base en réhabilitation, avec les études d'exécution (EXE), étendue à l'OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier) et à la coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI), selon les dispositions du livre IV titre III du code de la commande publique.

Cette mission inclue 2 demi-journées de présence dans le cadre de la mission « Patrimoine en chantier » (accompagnement visites commentées ciblées pendant les travaux), destinée au grand public.

Le détail des missions est le suivant :

➤ **Éléments de la mission de base :**

- Diagnostic en réhabilitation (DIA),
- L'avant-projet sommaire (APS),
- L'avant-projet définitif (APD),
- Les études de projet (PRO),
- Une partie des études d'exécution (EXE 1) : établissement d'un devis quantitatif et détaillé et d'un calendrier prévisionnel d'exécution par lot ou corps d'état,
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- Le reste des études d'exécution et de synthèse (EXE 2),
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR),

➤ **Autre élément de mission :**

- L'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) du chantier
- La coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution des documents d'études sont fixés à l'article 5 de l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés. Le Maître d'œuvre doit s'engager à mettre en place les moyens en personnel et en matériel nécessaires au respect de ces délais d'exécution.

2.2- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le groupement conjoint avec mandataire solidaire devra être composé d'un architecte du patrimoine (mandataire) et d'un ou plusieurs BET ayant des compétences dans les domaines suivants :

- Fluides,
- Economie de la construction

L'inscription à l'ordre des architectes du patrimoine est obligatoire pour le mandataire du groupement.

Ne peuvent participer à cette consultation ainsi qu'aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la consultation, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Cette disposition d'exclusivité ne porte que sur l'architecte mandataire du groupement, les différents bureaux d'études étant autorisés à candidater au sein de plusieurs groupements.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)

La mission OPC sera confiée au maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ;
- S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions
- PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- Hand : Accessibilité des constructions aux personnes handicapées ;
- Assistance à la rédaction des notices de sécurité et d'accessibilité ;
- Assistance à la visite de la commission de sécurité ;
- Vérification initiale des installations électriques.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

La durée du contrat est fixée à l'acte d'engagement. Les délais d'exécution sont fixés à l'article 5 du Cahier des Clauses Particulières (CCP). Ils ne peuvent en aucun cas être modifiés.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 36 mois (incluant l'année de parfait achèvement).

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres du Département

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R.2113-8 du code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes (formulaires DC1 et DC2 et aide synthétique d'utilisation de la plateforme de dématérialisation),
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La fiche de définition des besoins ;
- L'étude de faisabilité - dossier de synthèse

- L'étude de faisabilité de l'éclairage de la courette
- L'étude de faisabilité de l'éclairage salle du trésor
- Le dossier de plans
- Le plan aménagement sanitaire
- La note Patrimoine en chantier
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat,

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat		Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Justificatif de la qualité d'architecte du mandataire du groupement (inscription à l'ordre des architectes ou document équivalent pour les candidats non établis en France)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont joints en annexe au DCE.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (cadre ci-joint) complété et ses annexes éventuelles, qui sera (seront) rendu contractuel	Non

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre ne contenant pas au minimum l'acte d'engagement et le mémoire méthodologique complétés sera immédiatement jugée irrégulière.

Concernant l'acte d'engagement, afin de pouvoir procéder, le cas échéant, à la signature électronique de ce document par les deux parties, il est demandé aux candidats de transmettre ce document au format ".doc" lors du dépôt de leur offre.

Les conditions de signature du contrat sont décrites à l'article "conditions d'envoi ou de remise des plis" du présent règlement de la consultation.

6.2 - Visite sur site

La visite du site (conseillée mais non obligatoire) sera effectuée le Mardi 30 avril 2024 de 10 h à 12 h en présence de Madame Nathalie LEMAIRE (Chargée d'opération).

Rappel : Il ne sera répondu à aucune question des entreprises lors de la visite. Pour toutes questions sur le dossier de consultation des entreprises, il convient d'utiliser la rubrique prévue à cet effet sur la plateforme AWS, au minimum 10 jours avant la date de remise des offres.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.savoie.fr/marches-publics>. (ou à défaut www.marches-publics.info).

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir **deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre** définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Département de la Savoie
Bureau du courrier
Château des Ducs de Savoie
Hôtel du Département
CS31802
73018 CHAMBERY

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents lors du dépôt n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire (candidat retenu) n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Cependant, afin d'anticiper les obligations réglementaires à venir, la signature électronique par l'attributaire est préconisée par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où l'attributaire serait dans l'incapacité de signer son offre finale électroniquement, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Toutefois, la signature déposée dans un fichier de signature séparé du document ne permettant pas de vérifier la validité de celle-ci, **le pouvoir adjudicateur préconise l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES**. La signature doit être apposée directement sur le document "PDF".

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>) . Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). **Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais).**

Par conséquent, **il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable** pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Les conditions générales d'utilisation AWS-Achat sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Elles sont considérées comme une annexe du présent règlement de la consultation.

**En cas de problème technique lors du dépôt d'un pli électronique, le service d'assistance technique à contacter est le suivant : Support AWS support-entreprises@aws-france.com
0892 14 00 04 (se référer aux conditions générales d'utilisation AWS-Achat).**



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des offres s'effectue uniquement sur la plateforme de dématérialisation. Le dépôt électronique doit obligatoirement être terminé avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent règlement. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis.

La signature électronique lors du dépôt est facultative. Seul le candidat retenu sera tenu de signer le contrat.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Qualité pour présenter une offre
- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles
- Références de moins de 10 ans

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	30 %
2-Valeur technique et environnementale	70 %

Chacun des critères sera noté sur 10 points puis pondéré du coefficient indiqué.

Critère n°1 : « Prix des prestations » : 30 %

Une note sur 10 points sera attribuée à chaque offre jugée appropriée, régulière et acceptable (sauf offre anormalement basse jugée non conforme) à partir des informations contenues dans l'acte d'engagement selon la répartition suivante :

- Montant des honoraires (Noté sur 7 points)

Note = 7 x (forfait de rémunération le plus faible / forfait de rémunération du candidat)

- Répartition des honoraires entre les membres du groupement par phase de mission (Notée sur 3 points)

Critère n°2 : « Valeur technique des prestations » : 70 %

Ce critère sera apprécié au vu de la qualité du mémoire méthodologique et de ses éventuels documents associés pour juger de l'organisation mise en place par le candidat pour l'ensemble du marché ; les 10 points seront répartis comme suit :

- Personnels affectés à l'opération pour chacun des membres du groupement (Notés sur 2 points),

- Organisation, méthodologie et compréhension du projet (Notées sur 5 points),

- Répartition du temps passé pour chaque phase de mission (Notée sur 1 points).

- Prise en compte du critère environnemental (Notée sur 2 points)

Les offres seront classées par ordre décroissant, correspondant à l'ordre des notes finales sur 10 de chaque offre, l'offre économiquement la plus avantageuse étant classée première.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Dispositif de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail et D8254-2 du code du travail.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Prime

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.savoie.fr/marches-publics>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <https://www.telerecours.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Il est possible de saisir le tribunal administratif de façon dématérialisée par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site <https://www.telerecours.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <https://www.telerecours.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable

1 boulevard Vivier Merle

69443 LYON CEDEX 03

Tél : 04 26 99 28 33